



**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
**N° 2024.02.20/127**

**Thème : TRAVAUX**

**Objet :** Autorisation de travaux délivrée au groupe CIRCET pour l'installation de télécommunications, rue Maison Crénelée du 15 mars au 15 avril 2024. En raison des travaux la chaussée peut être rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise Groupe CIRCET le 20 février 2024,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Autorisation de travaux délivrée au groupe CIRCET pour l'installation de télécommunications, rue Maison Crénelée du 15 mars au 15 avril 2024. En raison des travaux la chaussée peut être rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

**Article 2 :** Le stationnement de véhicule de chantier est autorisé ainsi que le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La voirie devra cependant rester libre aux engins de déneigement en cas de chutes de neige.

**Article 3 :** Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

**Article 4 :** Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par le groupe CIRCET conformément aux textes en vigueur.

**Article 5 :** Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 6 :** Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- Groupe CIRCET.

**Article 9 :** Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 20 février 2024.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le : 23 FEV. 2024